

Etats-Unis/Politique

Les élues visées par Trump dénoncent des attaques "ouvertement racistes"

AFP
Washington/États-Unis

Pas question de se taire pour Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib, qui appellent les Américains à "ne pas mordre à l'hameçon".

QUATRE élues démocrates du Congrès américain ont vivement répliqué à des attaques du président Donald Trump sur leurs origines, l'accusant de chercher à occulter les critiques sur sa politique avec des déclarations "ouvertement racistes".

Après avoir conseillé aux quatre élues, issues de minorités, de "retourner" dans leur pays d'origine, M. Trump a intensifié lundi ses attaques, les accusant de "haïr" l'Amérique. "Si vous n'êtes pas heureuses ici, vous pouvez partir !", a-t-il lancé depuis les jardins de la Maison Blanche. Les quatre femmes visées - Alexandria Ocasio-Cortez (New York), Ilhan Omar (Minnesota), Ayanna Pressley (Massachusetts) et Rashida Tlaib (Michigan) - ont répliqué en fin de journée dans une conférence de presse commune. "On ne nous fera pas taire", a affirmé l'élue noire Ayanna Pressley, tout en appelant les Américains à "ne pas mordre à l'hameçon" et se laisser prendre par cette surenchère visant d'abord selon elle à détourner l'attention des problèmes touchant la population.

"C'est l'agenda des nationalistes blancs", a fustigé pour sa part Ilhan Omar, en dénonçant des "attaques ouvertement racistes".

Les quatre élues, surnommées "la Brigade" (The Squad) par certains médias américains, ont souligné que le débat devrait avant tout porter sur des



Les quatre élues démocrates (de gauche à droite, Alexandria Ocasio-Cortez, Ayanna Pressley, Ilhan Omar et Rashida Tlaib) cible des attaques du président Donald Trump auquel elles ont répondu lundi.

questions comme la couverture santé ou l'immigration, en particulier le sujet sensible des demandeurs d'asile à la frontière avec le Mexique.

"Des dirigeants et des esprits faibles mettent en cause notre loyauté envers notre pays plutôt que de s'interroger et débattre de sujets politiques", a déclaré Alexandria Ocasio-Cortez. Donald Trump "ne sait plus comment défendre sa politique, donc il nous attaque personnellement, c'est de cela qu'il s'agit", a renchéri Rashida Tlaib. Ses attaques "sont dans la continuité de sa partition raciste et xénophobe", a-t-elle ajouté, en renouvelant ses appels à destituer le président.

"INACCEPTABLE" • Dimanche, le 45e président des États-Unis avait appelé les élues démocrates à retourner dans "ces endroits totalement défectueux et infestés par la criminalité dont elles viennent". Trois d'entre elles sont nées aux États-Unis.

A l'approche de la présidentielle de novembre 2020, le milliardaire

semble plus déterminé que jamais à souffler sur les braises des tensions raciales pour galvaniser sa base électorale - très majoritairement blanche -, mais aussi alimenter les divisions chez ses adversaires politiques.

"Est-ce que cela vous dérange que nombre de gens trouvent vos tweets racistes ?", a demandé lundi un journaliste à Donald Trump. "Cela ne me dérange pas car beaucoup de gens sont d'accord avec moi", a-t-il répondu. Mais les attaques de M. Trump ont également semé le trouble dans son propre camp.

Rompant avec le silence initial des élus républicains, la sénatrice du Maine Susan Collins l'a appelé à revenir sur ses propos. "Le tweet du président dans lequel il disait que des élus du Congrès devraient retourner 'd'où elles viennent' était totalement déplacé et devrait être retiré", a-t-elle déclaré.

Le sénateur noir républicain de Caroline du Sud

Tim Scott a dénoncé des propos à "connotation raciste (...) inacceptables". Mitt Romney, ancien candidat du "Grand Old Party" à la Maison Blanche, a qualifié les propos du président de "destructeurs et dégradants".

Dans le camp démocrate, les messages présidentiels ont suscité une avalanche de réactions outrées. Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, a dénoncé des commentaires "xénophobes" et appelé les élus à soutenir une motion devant la Chambre les condamnant explicitement.

STRATEGIE POLITIQUE • La stratégie politique du locataire de la Maison Blanche est claire : enfoncer des coins dans la famille démocrate, traversée de tensions, en visant quatre jeunes élues de l'aile gauche du parti.

"Avec cette sortie délibérément raciste, Donald Trump cherche à rendre les personnes ciblées plus visibles, à pousser les démocrates à les défendre et

à en faire des emblèmes du parti tout entier", a estimé David Axelrod, ancien proche conseiller de Barack Obama. "C'est un calcul froid et cynique".

Quelques heures plus tard, Donald Trump validait point par point cette analyse en expliquant dans un tweet que les démocrates avaient essayé de prendre leurs distances avec les quatre élues, mais étaient "désormais contraints de les défendre".

"Cela signifie qu'ils soutiennent le socialisme, la haine d'Israël et des États-Unis !", a-t-il conclu.

Pour Joe Biden, vice-président sous Barack Obama et candidat à l'investiture démocrate pour 2020, aucun président dans l'histoire américaine "n'a été aussi ouvertement raciste que cet homme".

A l'étranger, la Première ministre britannique sur le départ Theresa May a jugé "totalement inacceptables" les propos de M. Trump. La Première ministre de Nouvelle-Zélande a souligné qu'il "est évident pour beaucoup de monde que je suis complètement et totalement en désaccord" avec Donald Trump.

• Trump se défend de tout racisme. Donald Trump s'est vigoureusement défendu hier de tout racisme. Reste que ses violents tweets visant les quatre élues démocrates issues de minorités ont suscité un malaise chez nombre d'élus républicains, parti dont les leaders restent pour l'heure muets. "Ces tweets n'étaient PAS racistes. Il n'y a pas une once de racisme en moi !", a lancé le président américain, appelant les élus de son parti à ne pas tomber dans le "piège" tendu selon lui par ses adversaires démocrates.

A travers le monde

• **Allemagne/Diplomatie.** Ursula von der Leyen élue de justesse à la tête de la Commission européenne



L'Allemande Ursula von der Leyen a été élue hier de justesse (383 voix ; la majorité absolue étant de 374) par les eurodéputés présidente de la Commission européenne, devenant la première femme à la tête de l'exécutif européen.

• **France/Justice. Affaire Tapie : l'appel du parquet**

Le parquet de Paris a annoncé avoir fait appel hier de la relaxe générale dans l'affaire de l'arbitrage controversé qui avait octroyé 403 millions d'euros à l'ex-ministre français Bernard Tapie en 2008 pour solder son litige avec le Crédit Lyonnais.

• **Malte/Justice. Les suspects du meurtre d'une journaliste formellement inculpés**

Les trois suspects de l'assassinat de la journaliste maltaise Daphne Caruana Galizia, tuée en 2017 dans un attentat à la voiture piégée, ont été formellement inculpés hier, mais leur procès est encore loin.

• **Proche-Orient/Conflit. L'appel des Palestiniens aux diplomates**



Une vingtaine de diplomates, représentant 20 pays, se sont rendus dans un quartier de la région de Jérusalem, où des responsables palestiniens les ont appelés à empêcher Israël de démolir des habitations.

• **Russie/Parlement. Elections à Moscou : une trentaine de candidats exclus**

Les autorités russes ont annoncé hier avoir invalidé l'enregistrement d'une trentaine de candidats à l'élection du Parlement de la ville de Moscou, parmi lesquels plusieurs opposants de premier plan ayant manifesté ces derniers jours pour des "élections justes".

• **Syrie/Conflit. Neuf civils tués dans la région d'Idleb**

Au moins neuf civils, dont trois enfants, ont été tués hier dans des raids du régime sur la province d'Idleb dans le nord-ouest de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Mali/Jihadistes

Sanctions américaines contre les dirigeants d'un groupe lié à Al-Qaïda

AFP
Washington/États-Unis

LES États-Unis ont infligé hier des sanctions à deux responsables de la principale alliance jihadiste liée à Al-Qaïda au Sahel, après une attaque meurtrière contre un camp militaire au Mali en mars.

Ba Ag Moussa, un ancien officier déserteur de l'armée malienne, est associé au "Groupe de soutien à

l'islam et aux musulmans (GSIM)" dirigé par le chef radical touareg malien Iyad Ag Ghaly.

Ce groupe jihadiste est visé par des sanctions depuis septembre 2018, et son chef depuis février 2013, a précisé le ministère américain du Trésor dans un communiqué.

"En tant que dirigeant du GSIM, Ba Ag Moussa contribue directement à la violence et à l'instabilité alimentées par le terrorisme d'Al-Qaïda", a affirmé

la sous-secrétaire au Trésor, Sigal Mandelker. Selon Washington, Ba Ag Moussa est impliqué dans l'attaque contre un camp militaire malien à Dioura le 17 mars, qui a fait près de 30 morts, dont 26 soldats.

Mais le GSIM, qui a revendiqué l'attaque, a affirmé qu'elle avait été menée par des combattants du prédicateur radical peul Amadou Koufa, actif depuis 2015 dans cette zone. Un autre cadre du groupe,

Ali Maychou, est également placé sur la liste des sanctions, qui comprennent un gel de leurs avoirs et des interdictions de commercer avec des Américains.

Le nord du Mali était tombé en 2012 sous la coupe de groupes jihadistes, en grande partie dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France.

La force Barkhane mobilise quelque 4 500 militaires dans cinq pays du

Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie).

Malgré la signature en 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes, des zones entières du Mali échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu.

Depuis, les violences se sont propagées du nord vers le centre, voire parfois le sud.